

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} mai 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et de la Migration,

M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants: (www.lachambre.be)

Documents : K54-3496

Compte rendu intégral : 24 avril 2019

Art. 3. Deze wet treedt in werking op 1 mei 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers: (www.dekamer.be)

Stukken: K54-3496

Integraal verslag: 24 april 2019

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/12931]

12 MAI 2019. — Loi portant création d'un Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — *Objet et missions de l'Institut fédéral des droits humains*

Article 1^{er}. Base constitutionnelle

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Définitions

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par:

1° "l'Institut": l'Institut fédéral de protection et de promotion des droits humains;

2° "droits fondamentaux": l'ensemble des droits et libertés consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'Homme et les instruments internationaux de protection des droits de l'Homme auxquels la Belgique est partie;

3° "organismes sectoriels de protection et de promotion des droits de l'Homme": les organismes indépendants de protection et de promotion des droits de l'Homme disposant d'un mandat spécialisé et institués par une loi, un décret, une ordonnance ou un accord de coopération;

4° "Principes de Paris", les principes concernant le statut des institutions nationales de défense et de promotion des droits de l'Homme, figurant à l'annexe II de la résolution 48/138 de l'assemblée générale des Nations unies du 20 décembre 1993;

5° "organisations régionales des droits de l'Homme": des organisations internationales compétentes au niveau européen et international mises en place pour promouvoir et protéger les droits de l'Homme.

Art. 3. Objet

Il est créé un Institut fédéral des droits humains qui vise à la protection et à la promotion des droits fondamentaux en Belgique.

L'Institut est doté de la personnalité juridique.

L'Institut veille à une action concertée avec les organismes sectoriels de protection et de promotion des droits fondamentaux, de compétence fédérale. Il facilite le dialogue et coopère avec les organisations chargées de protection et de promotion des droits humains au niveau fédéral et des entités fédérées, ainsi qu'avec les organisations de la société civile. Il évalue régulièrement ce dialogue et cette coopération.

L'Institut est établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/12931]

12 MEI 2019. — Wet tot oprichting van een Federaal Instituut voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1 — *Doel en opdrachten van het Federaal Instituut voor de rechten van de mens*

Artikel 1. Grondwettelijke basis

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Definities

Voor de toepassing van dit wetsontwerp wordt verstaan onder:

1° "het Instituut": het Federaal Instituut voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens;

2° "fundamentele rechten": alle rechten en vrijheden zoals vastgelegd in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de internationale instrumenten ter bescherming van de rechten van de mens waarvan België partij is;

3° "sectorale instanties voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens": de onafhankelijke instanties voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens die over een specifiek mandaat beschikken en die bij wet, decreet, ordonnantie of samenwerkingsakkoord zijn opgericht;

4° "Principes van Parijs", de principes betreffende de status van nationale instituten ter bescherming en bevordering van de rechten van de mens, zoals vermeld in bijlage II bij resolutie 48/138 van de algemene vergadering van de Verenigde Naties van 20 december 1993;

5° "regionale mensenrechtenorganisaties": op Europees en op internationaal niveau bevoegde internationale organisaties, opgericht voor de bevordering en de bescherming van de rechten van de mens.

Art. 3. Doel

Er wordt een Federaal Instituut voor de rechten van de mens opgericht dat de bescherming en de bevordering van de fundamentele rechten in België tot doel heeft.

Het Instituut heeft rechtspersoonlijkheid.

Het Instituut treedt op in overleg met de sectorale instanties voor de bescherming en de bevordering van de fundamentele rechten die onder de federale bevoegdheid vallen. Op het niveau van de Federale Staat en de deelstaten faciliteert het Instituut de dialoog en werkt samen met de organisaties belast met de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens en de organisaties van dat middenveld. Het Instituut evalueert geregeld die dialoog en die samenwerking.

Het Instituut wordt gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. Mandat de l'Institut

§ 1^{er}. Le mandat de l'Institut s'étend à toutes les questions relatives aux droits fondamentaux, de compétence fédérale, sauf celles qui sont traitées par les organismes sectoriels de promotion et de protection des droits de l'Homme.

§ 2. Le mandat de l'Institut vise tant les actes et omissions de pouvoirs publics que d'organismes privés et d'individus, dans les limites de l'exercice des compétences fédérales résiduelles visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 5. Missions de l'Institut

Dans les limites de l'exercice des compétences fédérales résiduelles visées à l'article 4, § 1^{er}, l'Institut exerce les missions suivantes:

1° L'Institut fournit des avis, recommandations et rapports concernant toute question relative à la promotion et à la protection des droits fondamentaux au gouvernement fédéral, aux Chambres fédérales et à toute autre autorité publique, soit à la demande de ceux-ci, soit de sa propre initiative;

2° L'Institut promeut l'harmonisation de la législation, des règlements et des pratiques avec les instruments internationaux relatifs aux droits fondamentaux, auxquels l'Etat est partie;

3° L'Institut assure un suivi de la mise en œuvre par les autorités belges de leurs obligations internationales;

4° L'Institut encourage la ratification de nouveaux instruments internationaux pour la promotion et la protection des droits fondamentaux ou l'adhésion à ceux-ci;

5° L'Institut collabore avec les organes des Nations unies et des organisations régionales des droits de l'Homme.

Dans le cadre des missions de ces organisations visant à la surveillance de la mise en œuvre des obligations internationales des États, l'Institut peut présenter un rapport sur la situation des droits fondamentaux en Belgique aux organes visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, fournir des informations et participer aux débats. L'Institut peut collaborer aux visites d'experts des Nations Unies et des organisations régionales des droits de l'Homme.

6° L'Institut collabore avec les organismes de protection et de promotion des droits humains des entités fédérées et avec la société civile active en matière de droits humains, conformément aux dispositions de l'article 7;

7° L'Institut fait la promotion des droits fondamentaux.

L'Institut prend et promeut toute initiative visant à sensibiliser l'opinion publique aux droits fondamentaux, en particulier par l'information et l'enseignement. A cette fin, il peut faire appel aux organes de presse, et soutenir les organisations non-gouvernementales de défense des droits fondamentaux qui contribuent à cet objectif.

L'Institut peut collaborer à l'élaboration de programmes concernant l'enseignement et la recherche sur les droits fondamentaux et participe à leur mise en œuvre dans les milieux scolaire, universitaire et professionnel en concertation, le cas échéant, avec les communautés et régions exerçant la tutelle sur les organismes compétents pour l'enseignement et la recherche.

Art. 6. Exercice des missions

§ 1^{er}. L'Institut exerce ses missions en toute indépendance, conformément aux Principes de Paris.

§ 2. Dans le cadre de son fonctionnement, il:

1° examine librement toute question relevant de sa compétence, qu'elle soit soumise par le gouvernement ou par les Chambres fédérales, décidée d'initiative ou sur proposition de membres du Conseil d'administration;

2° entend toute personne, obtient toute information et tout document nécessaires à l'appréciation de situations relevant de sa compétence;

3° s'adresse directement à l'opinion publique ou par l'intermédiaire de tout organe de presse.

§ 3. L'Institut peut décider de rendre public ses avis, recommandations et rapports et peut demander aux autorités visées au paragraphe 2, 1°, de fournir des explications écrites par rapport au suivi de ces avis, recommandations et rapports.

Art. 4. Mandaat van het Instituut

§ 1. Het mandaat van het Instituut omvat alle aangelegenheden die verband houden met de fundamentele rechten die onder de federale bevoegdheid vallen behalve die door de sectorale instanties voor de bevordering en de bescherming van de rechten van de mens worden behandeld.

§ 2. Het mandaat van het Instituut beoogt de handelingen en nalatigheden van zowel de overheden als van privéinstanties en individuele personen, binnen de grenzen van de uitoefening van de in paragraaf 1 bedoelde residuair federale bevoegdheden.

Art. 5. Opdrachten van het Instituut

Het Instituut oefent, binnen de grenzen van de in artikel 4, § 1, bedoelde residuair federale bevoegdheden, de volgende opdrachten uit:

1° Het Instituut verstrekt op verzoek of op eigen initiatief adviezen, aanbevelingen en verslagen betreffende alle aangelegenheden die verband houden met de bevordering en de bescherming van de fundamentele rechten aan de federale regering, de federale Kamers en andere overheidsinstanties;

2° Het Instituut bevordert de afstemming van de wetgeving, regelgeving en handelwijzen op de internationale instrumenten met betrekking tot de rechten van de mens waarvan de Staat partij is;

3° Het Instituut volgt de tenuitvoerlegging van de internationale verplichtingen door de Belgische overheden op;

4° Het Instituut stimuleert de bekrachtiging van nieuwe internationale mensenrechteninstrumenten voor de bevordering en de bescherming van de fundamentele rechten of de toetreding ertoe;

5° Het Instituut werkt samen met de organen van de Verenigde Naties en van de regionale organisaties voor de rechten van de mens.

In het kader van de opdrachten van die organisaties met als doel het toezicht op en de uitvoering van de internationale verplichtingen van de Staten kan het Instituut een verslag over de situatie van de fundamentele rechten in België voorleggen aan de in het eerste lid, 5°, bedoelde organen, informatie verstrekken en aan de debatten deelnemen. Het Instituut kan meewerken aan de bezoeken van deskundigen van de Verenigde Naties en van de regionale organisaties voor de rechten van de mens.

6° Het Instituut werkt samen met de in de deelstaten bestaande instanties die zich inzetten voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens, alsook met de verenigingen van het middenveld die zich toeleggen op de rechten van de mens zoals bepaald in artikel 7;

7° Het Instituut bevordert de fundamentele rechten.

Het Instituut neemt en bevordert alle initiatieven met het oog op het bewustmaken van de publieke opinie voor de fundamentele rechten, inzonderheid door het verstrekken van informatie en onderricht. Daarvoor kan het een beroep doen op de persorganen en kan het de niet-gouvernementale organisaties voor de verdediging van de fundamentele rechten die aan die doelstelling bijdragen, ondersteunen.

Het Instituut kan meewerken aan de uitwerking van programma's voor het onderricht en het onderzoek inzake de fundamentele rechten en werkt mee aan de tenuitvoerlegging daarvan in scholen, universiteiten en professionele kringen, in voorkomend geval in overleg met de gemeenschappen en de gewesten die het toezicht hebben over de instanties die bevoegd zijn voor onderwijs en onderzoek.

Art. 6. Uitoefening van de opdrachten

§ 1. Het Instituut oefent zijn opdrachten uit in alle onafhankelijkheid, overeenkomstig de Principes van Parijs.

§ 2. In het kader van zijn werking:

1° onderzoekt het vrij alle aangelegenheden waarvoor het bevoegd is, op verzoek van de regering of van de federale Kamers, uit eigen beweging of op voorstel van de leden van de Raad van bestuur;

2° hoort het alle personen en verkrijgt het alle inlichtingen en documenten die noodzakelijk zijn voor de beoordeling van situaties die tot zijn bevoegdheid behoren;

3° richt het zich rechtstreeks of via om het even welk persorgaan tot de publieke opinie.

§ 3. Het Instituut kan beslissen om zijn adviezen, aanbevelingen en verslagen openbaar te maken en kan aan de in paragraaf 2, 1°, bedoelde overheden vragen om schriftelijke uitleg te verschaffen over de follow-up van die adviezen, aanbevelingen en verslagen.

§ 4. Sans préjudice de l'article 17, alinéa 2, du Code judiciaire, l'Institut a le pouvoir de saisir le Conseil d'État et la Cour constitutionnelle de toute atteinte aux droits fondamentaux dans les limites des compétences fédérales résiduelles visées à l'article 4, § 1^{er}.

Art. 7. Développement d'un dialogue pour la promotion et la protection des droits fondamentaux

§ 1^{er}. Dans l'exercice de ses missions et dans les limites de son mandat, l'Institut stimule une concertation avec et entre tous les acteurs traitant de questions relatives aux droits fondamentaux.

§ 2. À cette fin, la présente disposition vise tant les instances législatives, administratives et juridictionnelles que les organisations de la société civile et les organismes sectoriels de promotion et de protection des droits de l'Homme.

Art. 8. Concertation internationale

L'Institut travaille avec les autres institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'Homme établies dans d'autres pays, ainsi qu'avec les réseaux régionaux et mondiaux d'institutions nationales des droits de l'Homme.

CHAPITRE 2 — Structure et fonctionnement de l'Institut

Art. 9. Structure de l'Institut

L'Institut est doté d'un Conseil d'administration et d'un Conseil de concertation.

Il dispose d'un cadre de personnel suffisant pour exécuter ses missions.

Art. 10. Compétence du Conseil d'administration

§ 1^{er}. Le Conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'Institut et l'exécution de ses missions.

§ 2. Le Conseil d'administration est chargé des tâches suivantes:

- 1° déterminer la politique générale de l'Institut;
- 2° adopter les communications écrites visées à l'article 5;
- 3° adopter un projet de budget, sur proposition du directeur ou de la directrice, dans le cadre des crédits disponibles;
- 4° adopter un plan opérationnel annuel, sur proposition du directeur ou de la directrice;
- 5° fixer le plan du personnel, l'organigramme et les profils de fonction;
- 6° décider des engagements et de la procédure d'engagement, dans le cadre des crédits disponibles;
- 7° décider ou non de saisir le Conseil d'État ou la Cour constitutionnelle dans les cas visés à l'article 6, § 4;
- 8° faire réaliser des études en lien avec les missions de l'Institut.

§ 3. Le Conseil d'administration établit dans les trois mois de sa désignation son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement d'ordre intérieur vise l'organisation interne du Conseil d'administration et est publié au *Moniteur belge*.

Art. 11. Composition du Conseil d'administration

§ 1^{er}. Le Conseil d'administration est composé de douze membres, désignés par la Chambre des représentants, dont au maximum deux tiers sont du même sexe, et dont six appartiennent au rôle linguistique néerlandophone et six au rôle linguistique francophone.

Au moins, un membre doit justifier une connaissance de l'allemand.

La langue de soumission de la candidature détermine le rôle linguistique.

§ 2. Les membres du Conseil d'administration sont désignés sur la base de leur compétence, de leur expérience, de leur indépendance et de leur autorité morale. Ils sont notamment issus du monde académique, judiciaire, de la société civile et des partenaires sociaux.

Le Conseil d'administration est composé de la manière la plus pluraliste possible. Chaque catégorie visée à l'alinéa 1^{er} doit être représentée avec un maximum de quatre membres pour chacune d'entre elles.

§ 4. Onverminderd artikel 17, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, is het Instituut gemachtigd om alle schendingen van de fundamentele rechten aanhangig te maken bij de Raad van State en het Grondwettelijk Hof, binnen de grenzen van de in artikel 4, § 1, bedoelde residuaire federale bevoegdheden.

Art. 7. Ontwikkeling van een dialoog voor de bevordering en de bescherming van de fundamentele rechten

§ 1. Bij de uitoefening van zijn opdrachten en binnen de grenzen van zijn mandaat, stimuleert het Instituut overleg met en tussen alle actoren die zich bezighouden met aangelegenheden die verband houden met de fundamentele rechten.

§ 2. Deze bepaling beoogt daartoe zowel de wetgevende, administratieve en rechtsprekende instanties als de organisaties van het maatschappelijk middenveld en de sectorale instanties voor de bevordering en de bescherming van de fundamentele rechten.

Art. 8. Internationaal overleg

Het Instituut werkt samen met de andere nationale instituten voor de bevordering en de bescherming van de rechten van de mens opgericht in andere landen en met de regionale en mondiale netwerken van nationale instituten voor de rechten van de mens.

HOOFDSTUK 2 — Structuur en werking van het Instituut

Art. 9. Structuur van het Instituut

Het Instituut heeft een Raad van bestuur en een Overlegraad.

Het beschikt over een voldoende grote personeelsformatie voor de uitvoering van zijn opdrachten.

Art. 10. Bevoegdheid van de Raad van bestuur

§ 1. De Raad van bestuur beschikt over alle noodzakelijke bevoegdheden om de werking van het Instituut en de uitvoering van zijn opdrachten te verzekeren.

§ 2. De Raad van bestuur is belast met de volgende taken:

- 1° het algemeen beleid van het Instituut bepalen;
- 2° de schriftelijke mededelingen bedoeld in artikel 5 goedkeuren;
- 3° een ontwerp van begroting goedkeuren, op voorstel van de directeur of van de directrice, binnen het kader van de beschikbare kredieten;
- 4° een jaarlijks operationeel plan goedkeuren, op voorstel van de directeur of van de directrice;
- 5° het personeelsplan, het organigram en de functieomschrijvingen vastleggen;
- 6° beslissen over de vastleggingen en de vastleggingsprocedure, in het kader van de beschikbare kredieten;
- 7° beslissen om de gevallen bedoeld in artikel 6, § 4, al dan niet aanhangig te maken bij de Raad van State of het Grondwettelijk Hof;
- 8° studies laten uitvoeren in samenhang met de opdrachten van het Instituut.

§ 3. De Raad van bestuur stelt binnen drie maanden na de aanwijzing ervan zijn huishoudelijk reglement op. Het huishoudelijk reglement betreft de interne organisatie van de Raad van bestuur en wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. Samenstelling van de Raad van bestuur

§ 1. De Raad van bestuur is samengesteld uit twaalf leden, aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers, van wie er maximaal twee derde hetzelfde geslacht hebben en van wie er zes tot de Nederlandse taalrol en zes tot de Franse taalrol behoren.

Ten minste één lid moet het bewijs leveren van de kennis van het Duits.

De taal waarin de kandidatuur is ingediend bepaalt de taalrol.

§ 2. De leden van de Raad van bestuur worden aangewezen op grond van hun competentie, hun ervaring, hun onafhankelijkheid en hun moreel gezag. Zij zijn inzonderheid afkomstig uit de academische wereld, de gerechtelijke wereld, het maatschappelijk middenveld en de sociale partners.

De Raad van bestuur wordt op een zo pluralistisch mogelijke wijze samengesteld. Elke in het eerste lid bedoelde categorie moet vertegenwoordigd zijn door een maximum van vier leden voor elk van hen.

§ 3. La Chambre des représentants organise une procédure d'appel à candidature. Les postes vacants sont rendus publics au plus tard six mois avant l'expiration du mandat par publication au *Moniteur belge*, sur le site internet de l'Institut et de la Chambre et par voie de presse. Si une des catégories visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, n'est pas représentée dans les candidatures ou si les quotas prévus au paragraphe 1^{er} ne sont pas atteints, un nouvel appel est organisé.

§ 4. Le Conseil d'administration est présidé par un président et un vice-président appartenant à un rôle linguistique différent et de sexe opposé, désignés par le Conseil d'administration pour une durée de deux ans; une première année en qualité de vice-président suivie d'une année en qualité de président.

§ 5. Le président, le vice-président et les membres du Conseil d'administration siègent à titre individuel. Ils sont désignés pour une durée de six ans. Leur mandat est renouvelable une fois.

§ 6. Tous les deux ans, il est procédé au renouvellement d'un tiers du Conseil d'administration.

§ 7. Chaque membre effectif a un suppléant qui le remplace en cas d'absence. Les membres suppléants sont désignés en veillant au respect du présent article.

Lorsqu'un membre effectif ne peut, pour une raison quelconque, achever son mandat, le membre qui le remplace est nommé membre effectif pour la durée du mandat qui reste à courir et un nouveau membre suppléant est nommé pour la même durée.

§ 8. Le mandat de membre effectif ou de membre suppléant est incompatible avec:

— la qualité de membre du Parlement européen, d'une des Chambres fédérales, ou d'un parlement de Communauté ou de Région;

— la qualité d'un membre de Gouvernement fédéral, d'un Gouvernement de Communauté ou de Région ou d'un Collège provincial ou communal;

— la qualité d'agent, en fonction, d'une administration;

— la qualité de directeur ou de directrice de l'Institut ou d'un organisme sectoriel de promotion et de protection des droits de l'Homme;

— la qualité de membre d'un cabinet ministériel ou d'une cellule stratégique.

§ 9. Le montant des jetons de présence et des frais de parcours attribués aux co-présidents, et aux membres effectifs et suppléants du Conseil d'administration sont fixés par le Conseil d'administration dans les limites des crédits disponibles, fixés par la Chambre des représentants.

§ 10. La Chambre des représentants ne peut relever un membre du Conseil d'administration de ses fonctions que s'il a commis une faute grave ou s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Un membre du Conseil d'administration ne peut être relevé de ses fonctions pour des opinions qu'il exprime dans l'exercice de ses fonctions.

Le mandat ne peut être levé qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés après audition de l'intéressé quant aux motifs invoqués.

Préalablement à l'audition, la Chambre des représentants établit un dossier reprenant l'ensemble des pièces relatives aux motifs invoqués.

Au moins cinq jours avant l'audition, l'intéressé est convoqué par un envoi recommandé, mentionnant au moins:

1° les motifs graves invoqués;

2° le fait que la levée de son mandat est envisagée;

3° le lieu, la date et l'heure de l'audition;

4° le droit pour l'intéressé de se faire assister d'une personne de son choix;

§ 3. De Kamer van volksvertegenwoordigers organiseert een kandidaatstellingsprocedure. De vacatures worden uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van het mandaat openbaar gemaakt, door bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en via de website van het Instituut en van de Kamer en via de pers. Als een van de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde categorieën niet vertegenwoordigd is in de kandidaturen of indien de in paragraaf 1 bedoelde quota niet worden bereikt, wordt een nieuwe oproep georganiseerd.

§ 4. De Raad van bestuur wordt voorgezeten door een voorzitter en een vicevoorzitter die tot een verschillende taalrol behoren en die van het andere geslacht zijn, aangewezen door de Raad van bestuur voor een periode van twee jaar; een eerste jaar als vicevoorzitter en een tweede jaar als voorzitter.

§ 5. De voorzitter, de vicevoorzitter en de leden van de Raad van bestuur zetelen in eigen naam. Zij worden aangewezen voor een duur van zes jaar. Hun mandaat kan eenmaal worden verlengd.

§ 6. Om de twee jaar wordt een derde van de Raad van bestuur vernieuwd.

§ 7. Elk effectief lid heeft een plaatsvervanger die hem vervangt bij afwezigheid. De plaatsvervangende leden worden aangewezen met inachtneming van dit artikel.

Wanneer een effectief lid om welke reden ook zijn mandaat niet kan voleindigen, wordt het lid dat hem vervangt benoemd tot effectief lid voor de resterende duur van het mandaat en wordt een nieuw plaatsvervangend lid benoemd voor de zelfde periode.

§ 8. Het mandaat van effectief lid of van plaatsvervangend lid is onverenigbaar met:

— de hoedanigheid van lid van het Europees Parlement, van een van de federale Kamers, of van een gemeenschaps- of gewestparlement;

— de hoedanigheid van lid van de federale regering, van lid van een gemeenschaps- of gewestregering of van een provinciaal of gemeentelijk college;

— de hoedanigheid van ambtenaar in functie bij een administratie;

— de hoedanigheid van directeur of directrice van het Instituut of van een sectorale instantie voor de bevordering en de bescherming van de rechten van de mens;

— de hoedanigheid van lid van een ministerieel kabinet of van een beleidscel.

§ 9. Het bedrag van de zitpenningen en van de verplaatsingskosten toegekend aan de covoorzitters en aan de werkende en plaatsvervangende leden van de Raad van bestuur wordt bepaald door de Raad van bestuur, binnen de grenzen van de beschikbare door de Kamer van volksvertegenwoordigers vastgestelde kredieten.

§ 10. De Kamer van volksvertegenwoordigers kan een lid van de Raad van bestuur slechts van zijn mandaat ontheffen indien hij op ernstige wijze is tekortgeschoten of niet langer aan de vereisten voor de uitvoering van de taken voldoet.

Een lid van de Raad van bestuur kan niet van zijn mandaat worden ontheven voor meningen die hij uit bij het vervullen van zijn functies.

Het mandaat kan slechts worden opgeheven bij twee derde meerderheid van de stemmen uitgebracht nadat de betrokkene gehoord is over de aangevoerde redenen.

Voorafgaandelijk aan de hoorzitting stelt de Kamer van volksvertegenwoordigers een dossier samen dat alle stukken bevat die betrekking hebben op de aangevoerde redenen.

Ten minste vijf dagen voor de hoorzitting wordt de betrokkene opgeroepen bij een aangetekende zending, met ten minste opgave van:

1° de aangevoerde ernstige redenen;

2° het gegeven dat de opheffing van zijn mandaat wordt overwogen;

3° de plaats, de datum en het uur van de hoorzitting;

4° het recht van de betrokkene om zich te laten bijstaan door een persoon naar keuze;

5° le lieu où il peut consulter le dossier et le délai pour ce faire;

6° le droit de faire appeler des témoins.

Dès la convocation et jusqu'au jour inclus de l'audition, l'intéressé et la personne qui l'assiste peuvent consulter le dossier.

Il est établi un procès-verbal de l'audition.

La décision n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 12. Fonctionnement du Conseil d'administration

§ 1^{er}. Le Conseil d'administration ne peut valablement prendre de décision que si la majorité des membres est présente.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil d'administration peut délibérer et statuer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents, dans un délai qu'il fixe lui-même mais qui ne peut être inférieur à septante-deux heures. La convocation précisera la nature de cette réunion. Les décisions du Conseil d'administration sont alors prises à la majorité absolue des voix émises par les membres présents. Par voix émises, il y a lieu d'entendre les votes pour et contre, à l'exclusion des abstentions.

En cas d'égalité des votes, la voix du président est prépondérante.

Le directeur ou la directrice de l'Institut assiste, avec une voix consultative, aux délibérations du Conseil d'administration, sauf lorsque celles-ci portent sur sa fonction.

Le vote par procuration ou par lettre n'est pas admis. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

§ 2. Le Conseil d'administration se réunit sur une base régulière et autant que de besoin en présence de tous ses membres régulièrement convoqués.

§ 3. Le vote se fait à main levée. Il est toutefois procédé au vote secret:

— à la demande des co-présidents ou d'au moins deux tiers des membres;

— lorsque des décisions sont prises à l'égard de personnes.

§ 4. Le président et le vice-président préparent les conseils d'administration en concertation avec le directeur ou la directrice de l'Institut. L'ordre du jour et les notes qui s'y rapportent sont communiqués aux membres du Conseil d'administration au moins six jours ouvrables avant la tenue du Conseil.

§ 5. Le Conseil d'administration peut constituer en son sein des groupes de travail dont il détermine les missions.

Art. 13. Conseil de concertation – missions

Il est institué un Conseil de concertation dont la mission est de faciliter le travail des différents organismes sectoriels de promotion et de protection des droits fondamentaux, de compétence fédérale et d'assurer une action coordonnée sur des dossiers pouvant relever de la compétence de plusieurs d'entre eux.

Les compétences et le fonctionnement du Conseil de concertation sont réglés dans un protocole d'accord élaboré et adopté par les membres de celui-ci.

Le Conseil de concertation peut organiser la représentation des organismes auprès d'un organe des Nations unies ou d'une organisation régionale des droits de l'Homme.

Art. 14. Conseil de concertation – composition

Le Conseil de concertation est composé de chaque organisme sectoriel de protection et de promotion des droits de l'Homme et de l'Institut. La représentation de ces organismes est assurée par le directeur ou la directrice ou la personne qu'il ou elle désigne pour cette fonction.

Le directeur ou la directrice de l'Institut assure la présidence du Conseil de concertation. Celui-ci ou celle-ci désigne un membre du personnel.

5° de plaats waar en de termijn waarbinnen hij het dossier kan inzien;

6° het recht om getuigen te doen oproepen.

Vanaf de oproeping tot en met de dag van de hoorzitting kunnen de betrokkene en de persoon die hem bijstaat het dossier inzien.

Van de hoorzitting wordt een verslag opgesteld.

Tegen de beslissing staat geen rechtsmiddel open.

Art. 12. Werking van de Raad van bestuur

§ 1. De Raad van bestuur kan slechts geldig beslissen wanneer de meerderheid van de leden aanwezig is.

Is dit quorum niet bereikt, dan kan de Raad van bestuur over dezelfde agenda geldig beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige leden, binnen een termijn die hij zelf bepaalt en die evenwel niet korter mag zijn dan tweeënzeventig uur. De uitnodiging zal de aard van de vergadering aangeven. De beslissingen van de Raad van bestuur worden dan genomen met een volstreekte meerderheid van de door de aanwezige leden uitgebrachte stemmen. Onder uitgebrachte stemmen worden stemmen voor en tegen verstaan, onthoudingen worden niet meegerekend.

Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De directeur of de directrice van het Instituut woont de beraadslagingen van de Raad van bestuur bij en heeft een raadgevende stem, behalve wanneer ze betrekking hebben op zijn/haar functie.

Er mag niet bij volmacht of per brief worden gestemd. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 2. De Raad van bestuur vergadert op regelmatige basis en zo vaak als nodig in aanwezigheid van al zijn regelmatig opgeroepen leden.

§ 3. De stemming gebeurt bij handopsteking. Er wordt evenwel tot een geheime stemming overgegaan:

— op verzoek van de covoorzitters of van ten minste twee derde van de leden;

— bij het nemen van beslissingen over personen.

§ 4. De voorzitter en de vicevoorzitter bereiden de vergaderingen van de Raad van bestuur voor in overleg met de directeur of de directrice van het Instituut. De agenda en de nota's die er verband mee houden, worden ten minste zes werkdagen voor de vergadering van de Raad van bestuur plaatsvindt, bezorgd aan de leden van de Raad van bestuur.

§ 5. De Raad van bestuur kan intern werkgroepen samenstellen waarvan hij de opdrachten bepaalt.

Art. 13. Overlegraad – opdrachten

Er wordt een Overlegraad opgericht met als opdracht het faciliteren van het werk van de verschillende sectorale instanties voor de bevordering en de bescherming van de fundamentele rechten die onder de federale bevoegdheid vallen en het bewerkstellingen van een gecoördineerde actie rond de dossiers die onder de bevoegdheid van verschillende van die instanties kunnen vallen.

De bevoegdheden en de werking van de Overlegraad worden geregeld in een protocolakkoord dat de leden van de raad uitwerken en goedkeuren.

De Overlegraad kan de vertegenwoordiging van de instanties bij een orgaan van de Verenigde Naties of bij een regionale organisatie voor de rechten van de mens organiseren.

Art. 14. Overlegraad – samenstelling

De Overlegraad is samengesteld uit alle sectorale instanties voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens en het Instituut. Die instanties worden vertegenwoordigd door de directeur of de directrice of door de persoon die zij voor deze functie aanwijzen.

De directeur of de directrice van het Instituut neemt het voorzitterschap van de Overlegraad waar. Hij of zij wijst een personeelslid aan.

Art. 15. Fonctionnement du Conseil de concertation

Le Conseil de concertation se réunit au minimum quatre fois par an en plénière.

Des réunions en plénière ou en groupes plus restreints en fonction des besoins peuvent en outre être convoquées par le directeur ou la directrice de l'Institut chaque fois que celui-ci/celle-ci l'estime nécessaire ou à la demande d'un membre.

Le Conseil de concertation est un organe de dialogue.

Art. 16. Direction de l'Institut

L'Institut est dirigé par un directeur ou une directrice, nommé(e) par le Conseil d'administration pour une période de six ans.

Le directeur ou la directrice est désigné(e) sur la base de ses compétences et de son expérience dans le domaine des droits fondamentaux.

Le directeur ou la directrice est alternativement issu(e) d'un rôle linguistique différent. Il/elle doit avoir une connaissance fonctionnelle du néerlandais et du français ainsi que de l'anglais, conformément aux lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

Le statut du directeur ou de la directrice est fixé par le Conseil d'administration, conformément à l'article 10, § 2, 5°.

Art. 17. Personnel

Le personnel de l'Institut exécute les missions de celui-ci et assume le rôle de secrétariat du Conseil d'administration et du Conseil de concertation.

Le recrutement est assuré par le Conseil d'administration dans les limites des crédits disponibles.

Art. 18. Responsabilité de l'Institut

L'Institut exécute ses missions exclusivement dans l'intérêt général.

Les membres de ses organes et les membres de son personnel n'encourent aucune responsabilité civile ou pénale en raison de leurs décisions, actes ou comportements dans l'exercice des missions légales de l'Institut sauf dans les cas prévus par la loi et sauf décision de la Chambre des représentants adoptée à la majorité des deux tiers. Il est dès lors appliqué la procédure prévue à l'article 11.

Art. 19. Rapport annuel

L'Institut publie annuellement un rapport sur ses activités et l'utilisation du budget mis à sa disposition. Celui-ci est établi dans les trois langues nationales et transmis aux autorités publiques.

Art. 20. Financement

Une dotation, allouée par la Chambre, est inscrite au budget général des dépenses de l'État pour financer le fonctionnement de l'Institut. Cette dotation doit permettre le fonctionnement de l'Institut, indépendamment d'une mutualisation éventuelle de services et d'infrastructures entre l'Institut et d'autres organismes sectoriels de compétence fédérale de protection et de promotion des droits de l'Homme.

L'Institut établit annuellement un projet de budget pour son fonctionnement. Assistée par la Cour des comptes, la Chambre des représentants examine les propositions budgétaires détaillées de l'Institut. Elle les approuve et contrôle l'exécution de son budget, elle examine et approuve en outre les comptes détaillés.

Pour son budget et ses comptes, l'Institut utilise un schéma budgétaire et des comptes comparables à celui qui est utilisé par la Chambre des représentants.

Art. 15. Werking van de Overlegraad

De Overlegraad komt minstens vier keer per jaar samen in plenaire vergadering.

Bovendien kunnen, naargelang van de behoeften, plenaire vergaderingen of vergaderingen in beperktere groep worden samengeroepen door de directeur of de directrice van het Instituut, zulks telkens wanneer hij/zij dat nodig acht of op verzoek van een lid.

De Overlegraad is een dialoogorgaan.

Art. 16. Leiding van het Instituut

Het Instituut wordt geleid door een directeur of een directrice die voor een periode van zes jaar wordt benoemd door de Raad van bestuur.

De directeur of de directrice wordt aangewezen op grond van zijn/haar competenties en zijn/haar ervaring op het gebied van de fundamentele rechten.

De directeur of de directrice is afwisselend afkomstig van een andere taalrol. Hij of zij moet een functionele kennis hebben van het Nederlands en het Frans alsook van het Engels, overeenkomstig de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Het statuut van de directeur of van de directrice wordt vastgelegd door de Raad van bestuur, overeenkomstig artikel 10, § 2, 5°.

Art. 17. Personeel

Het personeel van het Instituut voert de opdrachten ervan uit en neemt het secretariaat van de Raad van bestuur en van de Overlegraad waar.

De werving wordt gedaan door de Raad van bestuur binnen de grenzen van de beschikbare kredieten.

Art. 18. Aansprakelijkheid van het Instituut

Het Instituut voert zijn opdrachten uitsluitend in het algemeen belang uit.

De leden van zijn organen en zijn personeelsleden zijn niet burgerlijk of strafrechtelijk aansprakelijk voor hun beslissingen, handelingen of gedragingen in de uitoefening van de wettelijke opdrachten van het Instituut, behoudens in de wettelijk bepaalde gevallen en behoudens een bij tweederdemeerderheid goedgekeurde beslissing van de Kamer van volksvertegenwoordigers. In dat geval wordt in artikel 11 bedoelde procedure toegepast.

Art. 19. Jaarverslag

Het Instituut publiceert jaarlijks een verslag betreffende zijn werkzaamheden en de aanwending van de hem ter beschikking gestelde middelen. Dat verslag wordt opgesteld in de drie landstalen en wordt overgezonden aan de overheden.

Art. 20. Financiering

Om de werking van het Instituut te financieren, wordt een door de Kamer toegewezen dotatie uitgetrokken op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk. Die dotatie moet de werking van het Instituut mogelijk maken, ook wanneer een eventuele samenvoeging van diensten en infrastructuur van het Instituut met andere sectorale instanties voor de bescherming en de bevordering van de rechten van de mens die onder federale bevoegdheid vallen niet mogelijk of werkbaar zou zijn.

Het Instituut stelt jaarlijks een ontwerp van begroting op voor zijn werking. Bijgestaan door het Rekenhof, onderzoekt de Kamer van volksvertegenwoordigers de gedetailleerde begrotingsvoorstellen van het Instituut, keurt ze goed en controleert de uitvoering van zijn begroting. Zij onderzoekt ze en keurt daarenboven de gedetailleerde rekeningen goed.

Het Instituut hanteert voor zijn begroting en rekeningen een schema dat vergelijkbaar is met het schema van de begroting en rekeningen van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

CHAPITRE 3 — *Dispositions transitoires et finales***Art. 21.** Entrée en vigueur et mise en place de l'Institut

§ 1^{er}. Les articles 13 à 15 entreront en vigueur à la date de l'entrée en vigueur d'un accord de coopération inter-fédéralisant l'Institut.

§ 2. Pour la première désignation des membres du Conseil d'administration, il devra être procédé à l'appel à candidature visé à l'article 11, § 3, au plus tard un mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Leur désignation effective aura lieu au plus tard quatre mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le mandat des membres du Conseil d'administration sera limité pour un tiers à deux ans et pour un autre tiers à quatre ans afin de permettre le renouvellement en alternance tel que prévu à l'article 11. Un tirage au sort détermine les durées respectives des mandats. De même, le premier président n'est exceptionnellement désigné que pour un an afin de permettre un renouvellement en alternance.

§ 3. Dans les six mois de sa désignation, le Conseil d'administration procède au recrutement du personnel nécessaire au fonctionnement effectif de l'Institut.

Art. 22. Le premier paiement prévu à l'article 20 sera effectué au plus tard cinq mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, ce à concurrence d'un tiers du budget annuel.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères

D. REYNDEERS

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 3670

Compte rendu intégral : .25-04-2019.

HOOFDSTUK 3 — *Overgangs- en slotbepalingen***Art. 21.** Inwerkingtreding en oprichting van het Instituut

§ 1. De artikelen 13 tot 15 zullen in werking treden op de datum van inwerkingtreding van een samenwerkingsakkoord waarbij het Instituut wordt geïnterfederaliseerd.

§ 2. Voor de eerste aanwijzing van de leden van de Raad van bestuur moet ten laatste een maand na de inwerkingtreding van deze wet worden overgegaan tot de oproep tot kandidaatstelling zoals bedoeld in artikel 11, § 3.

Hun effectieve aanwijzing zal uiterlijk vier maanden na de inwerkingtreding van deze wet plaatsvinden.

Het mandaat van de leden van de Raad van bestuur zal voor een derde van de leden worden beperkt tot twee jaar en voor een ander derde tot vier jaar, teneinde de alternerende vernieuwing zoals bedoeld in artikel 11 mogelijk te maken. De duur van de respectieve mandaten zal bij loting worden bepaald. Evenzo wordt de eerste voorzitter uitzonderlijk slechts voor een jaar aangewezen teneinde een alternerende vernieuwing mogelijk te maken.

§ 3. De Raad van bestuur zal binnen zes maanden na de aanwijzing ervan overgaan tot de werving van het personeel dat noodzakelijk is voor de effectieve werking van het Instituut.

Art. 22. De eerste betaling zoals bedoeld in artikel 20, wordt verricht ten laatste vijf maanden na de inwerkingtreding van deze wet, zulks ten belope van een derde van het jaarlijkse budget.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken

D. REYNDEERS

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 3670

Integraal Verslag : 25-04-2019.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/13057]

22 MAI 2019. — **Loi relative au trafic d'organes humains et relative au principe de non-sanction des victimes de traite des êtres humains (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le Code pénal*

Art. 2. Dans l'article 433quinquies du Code pénal, inséré par la loi du 10 août 2005 et remplacé par la loi du 29 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le point 4 est remplacé par ce qui suit:

“4° à des fins d'exploitation par le prélèvement d'organes ou de matériel corporel humain;”;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/13057]

22 MEI 2019. — **Wet betreffende de handel in menselijke organen en betreffende het niet-bestrafingsbeginsel voor slachtoffers van mensenhandel (1)**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek*

Art. 2. In artikel 433quinquies van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2005 en vervangen bij de wet van 29 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt:

“4° de uitbuiting door het wegnemen van organen of van menselijk lichaamsmateriaal;”;